

À RODEZ AVEC FRANÇOIS HOLLANDE, À REIMS AVEC HARLEM DÉSIR

# Tout pour l'emploi



François Hollande en déplacement à l'usine Bosch de Rodez a «salué le syndicalisme français» qui par le «dialogue et la concertation» a permis le maintien de l'activité et de l'emploi.



## L'AGENDA

**15 juin**  
► Forum  
des progressistes  
européens

**16 juin**  
► Convention nationale  
Europe

# À Reims, l'emploi au cœur des préoccupations



« On ne pourra pas réussir le changement si on ne maintient pas le dialogue. » Harlem Désir, Premier secrétaire du PS était à Reims mercredi soir, pour le 5<sup>e</sup> atelier du changement. Le public, venu en nombre, a exprimé des inquiétudes, notamment sur l'emploi. Une jeune diplômée d'une école de commerce « cherche depuis un an » et se dit « très anxieuse » sur son avenir. Titulaire d'un master en développement durable, elle souhaite « qu'il se passe plus de choses en matière de croissance verte ». Pour Juliette également, la question de l'emploi des jeunes est cruciale. Médecin, elle a des enfants « qui ont fait des études mais n'ont pas d'emploi ». Quant à Sandrine, cadre au chômage avec deux enfants, elle estime « qu'il ne faut pas oublier la classe moyenne ». « C'est bien d'aider les jeunes, les seniors, et ceux qui sont très éloignés de l'emploi. Nous, on se prend en charge, mais on aimerait quand même entendre qu'on fait aussi des choses pour nous. »

« Nous avons perdu 750 000 emplois industriels en dix ans, rappelle Harlem Désir. Il faut renouer avec notre puissance industrielle. C'est pour cela que nous créons le crédit d'impôts, doté de 20 milliards d'euros et que nous faisons le pacte de compétitivité. » Le Premier secrétaire plaide pour « un modèle de croissance basé sur la transition écologique ». « Nous agissons en faveur d'un certain modèle de vie. Il faut que l'on crée des richesses, mais personne ne doit être laissé au bord de la route. » La France « a la capacité de rebondir en ne détruisant pas son modèle social ». Pour s'en sortir par le haut, « il faut donner une deuxième chance aux 150 000 jeunes qui sortent sans qualification chaque année, il faut que dans les entreprises on prenne en compte l'avis des salariés ». C'est pour cela que « nous avons fait la loi de sécurisation, les emplois d'avenir, que nous finançons 500 000 contrats de génération ».

« Sans richesse, il n'y a pas d'emplois », constate une chef de PME. « J'ai six employés dans mon atelier de fabrication, précise-t-elle. Je voudrais en avoir plus. Mais cela nécessite un développement commercial. » « Nous sommes le parti des salariés, nous devons aussi être celui des petites entreprises qui créent de l'emploi sur les territoires, répond Harlem Désir. C'est ce que l'on fait quand on met en place la BPI, quand on fait la réforme bancaire, quand on lutte contre les paradis fiscaux afin de récupérer les 60 à 80 milliards d'euros qui échappent chaque année à la contribution. Nous menons une politique de gauche qui aide à financer l'économie réelle. » Et le Premier secrétaire d'insister : « Il ne faut pas opposer les avancées sociales et la bataille pour l'emploi ».

## COMMUNIQUÉS DU BUREAU NATIONAL

Le Bureau national du PS réuni mardi soir a tenu à revenir sur la situation en Syrie. Il a par ailleurs condamné l'attitude de la droite lors de la manifestation des anti-mariage pour tous.

### Armes chimiques en Syrie

En Syrie, la situation s'aggrave de jour en jour et la population civile, avec près de 100 000 morts, est la principale victime du conflit.

Le Parti socialiste exprime sa plus vive préoccupation face à cette escalade. Il condamne avec la plus grande fermeté la poursuite de la répression et l'usage d'armes chimiques par le régime syrien. Il appelle tous les États-membres du Conseil de sécurité à condamner l'utilisation de l'arme chimique. Il souhaite que la commission d'enquête de l'ONU prévue à cet effet soit au plus tôt autorisée par les autorités syriennes à se rendre en Syrie pour relever les données précises sur l'usage des armes chimiques, afin que soient jugés les responsables de cette nouvelle violation des conventions internationales en Syrie.

L'Union européenne vient de lever, sous certaines conditions, l'embargo sur la livraison des armes qui pénalisait l'opposition armée laïque et démocratique au profit du régime, lequel est soutenu par la Russie, l'Iran et le Hezbollah libanais. En même temps, les ministres des Affaires étrangères français, américain, et russe se sont mis d'accord pour l'organisation d'une conférence internationale (Genève II) en vue de rechercher une solution politique au conflit.

Le Parti socialiste réaffirme son soutien aux efforts de la France pour mettre fin au drame du peuple syrien. Cette nouvelle initiative politique ne peut être efficace et durable que si elle inclut le départ de Bachar El Assad et la mise à l'écart des organisations armées de l'opposition liées à Al-Qaïda, ainsi que le jugement des auteurs de graves violations des conventions internationales en matière de droit international humanitaire.

### Dissolution des groupes extrémistes et violents

La dernière manifestation des opposants à l'ouverture du mariage et de l'adoption à tous les couples a une fois de plus révélé la violence de plusieurs groupes de l'extrême droite identitaire.

Depuis plusieurs mois, ces groupes ont utilisé le débat sur l'égalité des droits, délibérément radicalisé par la droite, comme une opportunité pour diffuser des appels à la haine et à la violence et mener de multiples attaques contre les symboles de la République et de la démocratie. Ils ont visé les partis politiques, les journalistes, les forces de l'ordre. L'attaque du siège du Parti socialiste, dimanche 26 mai, et la perturbation de la célébration du 70<sup>ème</sup> anniversaire de la création du Conseil national de la Résistance sont les dernières illustrations des actions inacceptables que mènent ces groupes.

Ces actions, par leur radicalité et leur violence, sont d'une gravité inexcusable. En se situant en dehors du respect que chaque citoyen doit à la République et à la démocratie, en s'organisant dans le seul but de mener des actions violentes, en mettant délibérément en cause l'intégrité d'autrui, ces groupes extrémistes tombent sous le coup de la loi. Le Parti socialiste en demande la dissolution.

Le Parti socialiste dénonce également la responsabilité complice de la droite dans l'escalade des violences. Plutôt que de lutter contre ces groupes en s'en démarquant clairement, de nombreux responsables de l'UMP ont préféré s'afficher à leurs côtés dans les manifestations et justifier leurs actions. À ce titre, les déclarations de Laurent Wauquiez banalisant et justifiant l'attaque du Parti socialiste déshonorent leur auteur. Jean-François Copé et les dirigeants de l'UMP font chaque jour un peu plus tomber les digues entre la droite et le Front national. Le Parti socialiste appelle l'ensemble des responsables de l'UMP à un sursaut républicain.

# Focalisés sur l'emploi

Le Premier ministre a reçu les partenaires sociaux mercredi 22 mai afin de poursuivre la préparation de la conférence sociale prévue les 20 et 21 juin. Une conférence que Jean-Marc Ayrault veut « guidée par une priorité majeure : l'emploi ». Le Premier ministre a proposé six thèmes d'échange en tables-rondes : l'emploi et la formation professionnelle, les conditions de travail et la santé au travail, les filières d'avenir, les retraites, les services publics et la modernisation de l'action publique, l'Europe sociale.

Concernant la formation, « un regard particulier devra être porté sur la prise en charge, l'accompagnement et la formation des demandeurs d'emploi », a expliqué Jean-Marc Ayrault. *Je pense notamment au lien entre assurance chômage, politiques de solidarité et accompagnement des demandeurs d'emploi.* Le Premier ministre a réaffirmé sa volonté de voir abordées les questions de santé au travail, soulignant « les avantages que verrait le gouvernement à ce que la négociation en cours sur l'égalité professionnelle et la qualité de vie au travail soit aboutie avant cette deuxième conférence sociale ».

*« Développer l'emploi, c'est bien sûr anticiper les évolutions de notre économie (...), il nous faudra réfléchir à l'évolution des filières*

*industrielles et plus globalement aux emplois de demain », a-t-il ajouté. Le président de la République a déjà fixé quatre priorités : le numérique, la transition énergétique, la santé et les grandes infrastructures de transport. Renforcer le potentiel de croissance des secteurs porteurs sera l'un des objectifs du plan d'investissements que le gouvernement présentera cet été pour les dix ans à venir. En outre, même si les retraites ne seront pas le sujet principal que cette deuxième conférence tournée vers l'emploi, elles seront abordées lors d'une table-ronde dédiée. Enfin, le Premier ministre souhaite également discuter des enjeux de l'Europe sociale. D'ailleurs, les gouvernements français et allemand ont déjà annoncé mardi 28 mai un plan destiné à renforcer la formation et le recrutement des jeunes dans les entreprises. Ce plan permettrait pour exemple aux entreprises qui s'engagent à embaucher et former des jeunes de moins de 25 ans d'accéder à des prêts préférentiels de la Banque européenne d'investissement. Un budget de 6 milliards d'euros a déjà été annoncé par l'UE d'ici 2020 et 16 milliards d'euros de fonds structurels européens pourraient également être mis à distribution. Les gouvernements français et allemand présenteront fin juin à Bruxelles une contribution commune sur l'emploi.*

# Une rentrée ESS



*« Ce n'est pas une profession de foi du gouvernement et des acteurs de l'ESS pour dire "Chouette il y a une nouvelle économie", nous voulons faire une loi, nous voulons de la norme ». Benoît Hamon, ministre de l'Économie sociale et solidaire et de la consommation a affiché sa détermination au moment de présenter les grandes lignes de la loi cadre de l'ESS mardi dernier.*

Reconnaître, structurer et développer en sont les trois chapitres. L'ESS aujourd'hui représente 200 000 entreprises, près de 10 % du PIB français, avec des créations d'emplois en augmentation de 23 % alors que le secteur classique n'augmente que de 7 %. C'est donc un secteur de poids qui n'entend pas se satisfaire d'une loi *à minima*, son ministre itou. Benoît Hamon a clairement défini le périmètre de l'ESS « non-lucrative ou lucrative limitée, gestion désintéressée et gouvernance démocratique ». Une charte de l'ESS sera rédigée. Un peu de ménage sera fait dans la famille coopérative, histoire de vérifier qu'elle s'applique bien le mode de gouvernance estampillé ESS. La structuration passera notamment au niveau local par la reconnaissance des pôles territoriaux de coopération économique, équivalent des pôles de compétitivité. La loi se penchera aussi sur le statut des Scop en proclamant le droit d'information préférentiel des salariés sur des projets de cession d'entreprise. Sur ce dossier, Benoît Hamon a prévenu, « La Scop n'est pas la recette miracle. Je voulais

*une loi qui passe le cap du Conseil constitutionnel, nous avons donc réfléchi à cette possibilité de reprise d'activité par les salariés en Scop. Il n'est pas concevable que des gens passent du boulot au chômage alors qu'une reprise est possible. Cette loi est écrite pour que demain, des salariés puissent devenir propriétaires de leur entreprise, mon souci était l'intérêt des travailleurs ».*

Le développement tapera au porte-monnaie de la banque publique d'investissement à hauteur de 500 millions d'euros. « C'est l'affichage d'une ambition surtout pas d'un plafond, si l'enveloppe monte à 1 milliard, tant mieux a insisté Benoît Hamon. Il s'agit d'éviter, qu'à l'avenir, quelqu'un qui voudrait créer une crèche à horaires décalés voit son projet mort-né parce que les financeurs publics ne l'auraient pas compris ». Le ministre a rappelé aussi qu'au-delà des emplois d'avenir, le gouvernement a accordé un abattement de la taxe sur les salaires de 20 000 euros (soit 300 millions d'euros dans la loi de finances) au secteur, « c'est de l'argent pour les emplois d'avenir » a-t-il complété. La loi donnera en outre une définition de l'innovation sociale pour que l'ESS puisse piocher dans le fonds annoncé par François Hollande lors des Assises de l'entrepreneuriat le 29 avril. Les subventions au secteur seront sécurisées, « pour que les acteurs associatifs ne soient pas seulement financés par la mise en concurrence et les appels d'offre », des marchés seront enfin réservés aux acteurs de l'insertion par l'activité économique, une dernière mesure qui fait grincer les dents du Medef, « mais qu'on n'attende pas de moi que je bouge d'un iota sur ce type de mesure, a prévenu le ministre, sans ces acteurs, il y aurait beaucoup de casse sociale sur le terrain, il ne faut pas se priver de moyens de développer l'insertion. » Cette loi fera l'actualité de la rentrée.



## Le SPD a fêté ses 150 ans à Leipzig la semaine dernière.

Pour l'occasion, François Hollande avait fait le déplacement en Allemagne, accompagné d'Harlem Désir, Premier secrétaire du PS. « L'Europe doit désormais faire preuve de la même détermination pour donner priorité à la croissance et notamment à l'emploi des jeunes pour ouvrir une nouvelle espérance », a plaidé le président de la République.



# Au tableau

La refondation de l'école et l'emploi des jeunes sont deux priorités du gouvernement. Un an après le 6 mai, les emplois d'avenir professeurs réalisent la synthèse entre ces deux engagements.



Alexandre Toutain

« Les EAP sont une expérimentation très intéressante, nous sommes là aussi pour aider les jeunes et notamment les boursiers à se former et découvrir le métier, car on manque tellement d'enseignants ! »

Michèle Perrot  
Proviseure du lycée

C'est cocasse. Quand il est arrivé au lycée Descartes de Montigny le Bretonneux courant février, Alexandre Toutain a voulu acheter des tickets de cantine à l'unité. Il s'est vu répondre que le lycée n'en vendait pas aux élèves. À 21 ans, Alexandre ne fait certes pas beaucoup plus âgé que certains terminales, mais Alexandre est emploi d'avenir professeur, soit de l'autre côté du bureau. Il a obtenu son bac il y a trois ans, et après une malheureuse expérience en première année de médecine, il est aujourd'hui étudiant en L2 Anglais. De l'avis de son tuteur, William Sichere, il s'est parfaitement intégré, « *Même si cette année, il n'est pas censé intervenir dans la classe, il est très impliqué. Je le trouve vraiment motivé* ». Même son de cloche chez la proviseure du lycée, Michèle Perrot, qui assure « *Alexandre sera enseignant. Les EAP sont une expérimentation très intéressante, nous sommes là aussi pour aider les jeunes et notamment les boursiers à se former et découvrir le métier, car on manque tellement d'enseignants !* ». Les EAP sont effectivement réservés aux élèves boursiers, pour doper le recrutement, varier les milieux d'origine de la population enseignante et enfin donner un coup de pouce aux vocations. Alexandre touche 400 euros de bourses, plus 269 euros du service public et 164 euros du Crous. « *L'argent n'a pas été un argument, c'est juste le moteur de secours si ma motivation baisse*, explique-t-il, *j'achète des livres, je me fais un peu plaisir et ça paie aussi mes déplacements* ». Son père est gestionnaire d'exploitation et sa mère est hôtesse de caisse. Ils sont tous les deux ravis que leur fils ait trouvé sa voie. La plus jeune de ses trois sœurs, encore au lycée, lui demande

parfois un coup de main pour réviser ses leçons. En plus de sa vingtaine d'heures de cours à la fac, Alexandre passe donc douze heures au lycée, avec des secondes et des terminales, quatre heures sont réservées au debriefing de la semaine avec son tuteur. Pendant les cours, il noircit des pages, « *Je garde mes notes très précieusement, insiste-t-il, jusqu'au Capes et même après, elles me serviront. Quand on est étudiant on n'imagine pas trop le travail en amont, les "stratégies" des professeurs pour nous faire apprendre.* » Il a participé de loin à l'épreuve orale du bac blanc, comme surveillant. Son tuteur photocopie régulièrement des copies pour lui expliquer les barèmes et l'entraîner à manier le stylo rouge. Pour l'instant, tout est pour de faux. Dommage pour les élèves, Alexandre est généralement moins sévère que son aîné. Dans trois ans, il a obligation de passer le concours du Capes, pour peut être devenir prof, pour de vrai, et ne plus avoir à montrer patte blanche pour manger à la cantine.

## ÉDUCATION

Les EAP sont réservés aux étudiants boursiers. C'est un parcours professionnalisant jusqu'au concours soutenu par un accompagnement financier. 18 000 emplois d'avenir professeur seront signés d'ici 2015.

# Les bonnes filières



« *J'ai une cocotte-minute Seb depuis dix ans et elle fonctionne toujours* », la définition du savoir-faire français en matière d'industrie de biens de consommation résumée en quelques mots par le ministre du Redressement productif : de l'investissement

rentable et de longue durée. En visite à l'usine SEB de Selongey, leader mondial du petit électroménager, Arnaud Montebourg a pu se rendre compte qu'en dix ans, la production de cocottes avait effectivement évolué et que la technique en matière d'auto-cuiseurs avait connu quelques innovations, plus de 150 références aujourd'hui... grâce notamment à la recherche et à la capacité de renouvellement de la production française, « *Seb est une réussite internationale, une entreprise mondialement reconnue qui a des unités de production solides en France*, a défini Arnaud Montebourg. *La stratégie du groupe est d'aller chercher des nouveaux marchés tout en solidifiant les bases industrielles en France* ». Un exemple à suivre donc pour le ministre du Redressement productif qui a fait du « *made in France* »

son credo. À la fin de cette visite, le ministre a réuni le Comité stratégique de filière des industries de biens de consommation, qui rassemble l'ensemble des professionnels du secteur, les fédérations professionnelles, les pôles de compétitivité, les Centres techniques industriels et les Centres professionnels de développement économique, les représentants des personnels, les écoles et les pouvoirs publics. Un contrat de filière, véritable plan d'action reposant sur une vision commune de l'avenir du secteur, a ainsi été défini. Il s'agit notamment d'enrayer la crise que connaît l'industrie des biens de consommation et de contrer la concurrence, chinoise principalement, particulièrement douée. Ce plan est divisé en quatre axes, soutenus par l'État et auxquels les entreprises s'engagent, anticiper les attentes des clients, s'appuyer sur l'innovation et le design et miser sur les objets connectés, mieux produire en France et consommer *made in France*. En découle toute une série de bonnes pratiques, certaines presque révolutionnaires telle celle qui encourage à faire tourner les ingénieurs en recherche et développement d'une entreprise à une autre. Ce travail a été réalisé dans toutes les grandes filières industrielles françaises. Au final, début juillet, le ministère aura ainsi une vision claire de ce qu'il faut mettre en place pour relancer l'industrie en France, « *Nous tenons notre engagement autour du made in France a rappelé Arnaud Montebourg, nous organisons ici l'alliance des forces productives françaises* ».